

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelast op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de dringende noodzakelijkheid de continuïteit in de berekening en vaststelling van de pensioenen in de werknemersregeling te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De dagelijkse forfaitaire en fictieve bezoldiging, in aanmerking te nemen voor de arbeidsdagen en voor de met arbeidsdagen gelijkgestelde dagen met het oog op de berekening van het rustpensioen van de grens- en seizoenwerknemers en van het overlevingspensioen van hun langstlevende echtgenoot is voor het jaar 1986 vastgesteld op :

2 571 F voor de mannen;
1 707 F voor de vrouwen.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

Art. 3. Onze Staatssecretaris voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 januari 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence à assurer la continuité du calcul et de la liquidation des pensions du régime des travailleurs salariés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La rémunération forfaitaire et fictive journalière à prendre en considération pour les journées d'activité et pour les journées assimilées à des journées d'activité lors du calcul de la pension de retraite des travailleurs frontaliers et saisonniers et de la pension de survie de leur conjoint survivant est fixée pour l'année 1986, à :

2 571 F pour les hommes;
1 707 F pour les femmes.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

Art. 3. Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 janvier 1988.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 96 (87 — 1747) (87 — 2405)

17 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif
modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux

Ce texte remplace l'arrêté et les errata parus respectivement au *Moniteur belge* des 29 septembre et 17 décembre 1987.

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la Directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et notamment les articles 1, point 1, 5 et 9 points 1 et 2;

Vu la convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970 et approuvée par la loi du 29 juillet 1971;

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et notamment l'article 31 modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment l'article 6, § 1er, III, 5e;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, modifié par les arrêtés royaux des 6 août 1974, 17 septembre 1976 et 2 février 1977, et par les arrêtés de l'Exécutif du 3 mars, 1er et 28 juillet 1982, et 19 septembre 1984, ainsi que par l'arrêt nr. 25.937 du 6 décembre 1985 du Conseil d'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'arrêt 247/85 de la Cour de Justice des Communautés Européennes du 8 juillet 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant la nécessité d'adapter la Réglementation en vigueur en Région wallonne aux dispositions de la Directive 79/409/CEE dans les plus brefs délais;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Le premier alinéa de l'article 1er de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, relatif à la protection des oiseaux, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le présent arrêté s'applique à tous les oiseaux appartenant à l'une des espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres auxquels la Directive 79/409 CEE est d'application, qu'ils soient vivants, morts ou naturalisés, ainsi qu'à toutes les sous-espèces, races ou variétés existantes de ces espèces. »

Art. 2. Le deuxième alinéa de l'article 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, relatif à la protection des oiseaux, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est également défendu de déranger, d'enlever ou de détruire les nids des oiseaux visés à l'article 1er. Toutefois, lorsqu'ils menacent la santé et la sécurité publiques et dans ces seuls cas, les nids placés contre les maisons et bâtiments attenants pourront être enlevés, en-dehors de la période de couvaison et de nourrissage des oisillons. »

Art. 3. I. Les sept premières lignes de l'article 4 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sur la protection des oiseaux sont remplacées par les dispositions suivantes :

— § 1er. Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques, dans l'intérêt de la sécurité aérienne, ou pour prévenir des dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux, par dérogation à l'article 3, il est permis à l'occupant et au titulaire du droit de chasse, ainsi qu'à leurs délégués ou gardes assermentés, aux détenteurs d'un permis de port d'armes de chasse qui sont autorisés par l'exploitant et aux agents et préposés de l'Administration des Eaux et Forêts, de capturer, de tuer, de détruire ou de repousser les oiseaux repris à l'annexe 1 du présent arrêté, ainsi que leurs œufs et couvées, en milieu rural ou urbain, au cours des mois d'avril à septembre.

— Le contrôle des populations des oiseaux précités sera réalisé par le Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche qui proposera, le cas échéant, à l'Exécutif de soustraire certaines parties du territoire aux possibilités de destruction.

— Les personnes autorisées peuvent sous leur responsabilité faire usage :

... »

II. L'avant dernier alinéa du § 1er de l'article 4 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sur la protection des oiseaux est supprimé.

Art. 4. Le premier alinéa du § 1er de l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sur la protection des oiseaux, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er. Par dérogation à l'article 5, il est permis, dans des conditions strictement contrôlées, et de manière sélective, de capturer en petites quantités, en-dehors de la période nidicole et des différents stades de reproduction et de dépendance, de détenir ou d'échanger, les oiseaux mentionnés aux annexes 1 et 2 du présent arrêté, ainsi que leurs œufs, couvées et plumes. »

Art. 5. Le § 2 de l'article 7 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sur la protection des oiseaux, est supprimé.

Art. 6. L'article 9 de l'arrêté royal du 20 juillet 1982 sur la protection des oiseaux est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 9 :

§ 1er. L'Exécutif peut déroger aux dispositions du présent arrêté pour les motifs ci-après :

a) — dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques;

— dans l'intérêt de la sécurité aérienne;

— pour prévenir des dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux;

— pour la protection de la faune et de la flore;

b) pour des fins de recherche et d'enseignement, de repeuplement, de réintroduction, ainsi que pour l'élevage se rapportant à ces actions;

c) pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées et de manière sélective, la capture, la détention ou toute autre exploitation judicieuse de certains oiseaux en petites quantités.

§ 2. Les dérogations doivent mentionner :

— les espèces qui font l'objet de dérogations;

— les moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort autorisés;

— les conditions de risque et les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles ces dérogations peuvent être prises;

— l'autorité habilitée à déclarer que les conditions exigées sont réunies, à décider quels moyens, installations ou méthodes peuvent être mis en oeuvre, dans quelles limites et par quelles personnes;

— les contrôles qui seront opérés.

§ 3. L'Exécutif peut également prendre des mesures de protection temporaires plus restrictives »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 septembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon, chargé des Technologies Nouvelles, des relations Extérieures, des Affaires Générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région Wallonne,

D. DUCARME

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 96 (87 — 1747) (87 — 2405)

17. SEPTEMBER 1987 — Erlass der Exekutive
zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 über den Vogelschutz

Dieser Text ersetzt den Erlass und die jeweiligen Errata, die im *Belgischen Staatsblatt* erschienen sind

Aufgrund der Richtlinie 79/409/E.W.G. des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wild lebenden Vögel und insbesondere des Artikels 1, Punkt 1, und der Artikel 5 und 9, Punkte 1 und 2;

Aufgrund des am 10. Juni 1970 in Brüssel unterzeichneten und durch das Gesetz vom 29. Juni 1971 genehmigten Benelux-Abkommens in Sachen Jagdwesen und Vogelschutz;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, und insbesondere des Artikels 31, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 1972;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 6. August 1974, 17. September 1976 und 2. Februar 1977 und durch die Erlass der Exekutive vom 3. März, 1. und 28. Juli 1982 und 19. September 1984 sowie durch den Erlass Nr. 25.937 des Staatsrates vom 6. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind;

Aufgrund des Urteils 247/85 des Gerichtshofs der Europäischen Gemeinschaften vom 8. Juli 1987;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die in der Wallonischen Region in Kraft stehenden gesetzlichen Bestimmungen im kürzester Zeit an die Bestimmungen der Richtlinie 79/409/E.W.G. anzupassen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt und Landwirtschaft,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive;

Artikel 1. Absatz 1 des Artikels 1 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 über den Vogelschutz ist durch folgende Bestimmungen zu ersetzen :

« Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf alle Vögel, ob lebend, tot oder naturalisiert die einer der im europäischen Gebiet der Mitgliedsstaaten, in denen die Richtlinie 79/409/E.W.G. angewandt wird, in der Natur wild lebenden Vogelarten angehören, sowie auf alle Unterarten, Rassen und Abarten dieser Vögel. »

Art. 2. Absatz 2 des Artikels 3 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 ist durch folgende Bestimmungen zu ersetzen :

« Es ist ebenfalls verboten, die Nester der in Artikel 1 angeführten Vögel zur stören, zu entfernen oder zu vernichten. Die Nester an Häusern und angrenzenden Gebäuden können jedoch ausserhalb der Brut- und Nährzeit der Kleinen nur dann entfernt werden, wenn Gesundheit und öffentliche Sicherheit gefährdet sind. »

Art. 3. I. Die sieben ersten Zeilen des Artikels 4 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 über den Vogelschutz sind durch folgende Bestimmungen zu ersetzen :

— § 1. Im Interesse der öffentlichen Gesundheit und Sicherheit, im Interesse der Luftfahrtsicherheit und um, in Abweichung vom Artikel 3, Schäden an Anbauflächen, an den Vieh-, Wald- und Fischbeständen und am Wasser vorzubeugen, ist es dem Grundbesitzer und dem Jagdscheininhaber, sowie ihren Vertretern oder vereidigten Aufsehern, den Waffenscheinhabern für Jagdgewehre, wie Forstwirten und Beamten sowie Beauftragten der Forst- und Wasserverwaltung erlaubt, die in der Beilage 1 des vorliegenden Erlasses angeführten Vogelarten von April bis September in ländlicher Gegend und in der Stadt zu fangen oder zu töten sowie Eier und Brut derselben zu zerstören und zu entfernen.

— Die vorhin erwähnte Kontrolle des Vogelbestandes wird durch den Forst-, Jagd- und Fischereidienst gewährleistet, der gegebenenfalls der Exekutive Vorschläge unterbreitet, die eine Ausklammerung bestimmter Gebietsteile von den vorhin erwähnten Vernichtungsmöglichkeiten vorsehen. »

— Die befugten Personen dürfen, auf ihre eigene Verantwortung, gebrauchen :

... ».

II. Vorletztem Absatz des § 1 des Artikels 4 des Königlichen Erlasses vom 20 Juli 1972 über den Vogelschutz entfällt.

Art. 4. Absatz 1, § 1, des Artikels 6 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 über den Vogelschutz ist durch folgende Bestimmungen zu ersetzen :

« § 1. In Abweichung von Artikel 5 ist es wahlweise und unter streng geprüften Bedingungen ausserhalb der Brutzeit und der einzelnen Fortpflanzungsphasen erlaubt, die in den Beilagen 1 und 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Vögel in geringer Zahl zu fangen sowie deren Eier, Brut und Federn zu entfernen oder zu tauschen. »

Art. 5. § 2. Des Artikels 7 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 über den Vogelschutz entfällt.

Art. 6. Artikel 9 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 über den Vogelschutz ist durch folgende Bestimmungen zu ersetzen :

« Artikel 9. § 1. Die Exekutive kann aus folgenden Gründen von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses abweichen :

a) — im Interesse der öffentlichen Gesundheit und Sicherheit;
— im Interesse der Luftfahrtsicherheit;
— um erheblichen Schäden an Anbauflächen, Vieh, Wald- und Fischbeständen sowie am Wasser selbst vorzubeugen;

— zum Schutz der Tier- und Pflanzenwelt;

b) — zu Forschungs- und Lehrzwecken, zu Wiederbevölkerungs- bzw. — einführungs- sowie zu Zuchtzwecken, die der Durchführung dieser Aktionen dienen;

c) — um wahlweise und unter streng geprüften Bedingungen den Fang, das Halten oder jede andere sinnvolle Nutzung bestimmter Vögel in geringer Zahl zu erlauben.

§ 2. Die Abweichungen müssen folgende Angaben enthalten :

— die Vogelarten, die Gegenstand dieser Abweichungen sind,

— die erlaubten Mittel, Fang- und Tötungsgeräte und,

— methoden,

— die Risikobedingungen, die zeitlichen und örtlichen Umstände, in denen diese Abweichungen möglich sind,

— die Behörde, die dazu befugt ist, zu bestätigen, ob die erforderlichen Bedingungen erfüllt sind und bestimmt, welche Mittel, Geräte und Methoden in welchen Grenzen und durch wen angewandt werden können,

— die Kontrollen, die durchgeführt werden.

§ 3 Die Exekutive kann auch strengere zeitlich begrenzte Schutzmassnahmen ergreifen. »

Art. 7. Vorliegender Erlass tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Brüssel, den 17. September 1987.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive, der mit den Neuen Technologien,
den Aussenbeziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal beauftragt ist,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft,

D. DUCARME

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 96 (87 — 1747) (87 — 2405)

17 SEPTEMBER 1987. — Besluit van de Executieve
tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels

Deze tekst vervangt het besluit en de errata respectievelijk verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 29 september en 17 december 1987.

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de richtlijn 79/409/E.E.G. van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand, inzonderheid de artikel 1, punt 1, 5 en 9, punten 1 en 2;

Gelet op de Beneluxovereenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970 en goedgekeurd door de wet van 29 juli 1971;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 31, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 juli 1972;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 6 augustus 1974, 17 september 1976 en 2 februari 1977, en door de besluiten van de Executieve van 3 maart, 1 en 28 juli 1982 en 19 september 1984, evenals door het besluit nr. 25937 van 6 december 1985 van de Raad van State;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het arrest 247/85 van het Hof van Justitie van 8 juli 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1 gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de noodzaak opdringt de wetgeving die in het Waalse Gewest van kracht is zo vlug mogelijk aan te passen aan de voorschriften van de richtlijn 79/409/E.E.G.;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. De eerste alinea van artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels wordt vervangen door volgende voorschriften :

« Dit besluit is toepasselijk op alle op het grondgebied van de Europese Gemeenschap in het wild levende vogelsoorten, daarin begrepen alle bestaande onderzoeken, rassen op variëteiten van deze soorten, ongeacht of de vogels, dood of opgezet zijn. »

Art. 2. De tweede alinea van artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels wordt vervangen door volgende voorschriften.

« Het is eveneens verboden nesten van de vogels bedoeld in artikel 1 te verstoren, weg te nemen of te vernietigen. Slechts bij een bedreiging van de volksgezondheid en de openbare veiligheid mogen de nesten aan huizen en gebouwen verwijderd worden, buiten de broedtijd en het voeren van de vogeltjes ».

Art. 3. I. De eerste zeven lijnen van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels worden vervangen door de volgende bepalingen :

— § 1. In het belang van de volksgezondheid van openbare veiligheid, in het belang van de veiligheid van het luchtverkeer of ter voorkoming van belangrijke schade aan gewassen, vee, bossen, visserij en wateren, mogen in afwijking van het bepaalde in artikel 3, de vogels vermeld in bijlage 1 van dit besluit, evenals hun eieren en jongen, in landelijke of stedelijke sfeer van april tot september worden gevangen, gedood, verdelgd of bestreden door de grondgebruiker en de houder van het jachtrecht, evenals door hun gemachtigden of beëdigde wachters, door houders van een jachtwapenvergunning die een vergunning van de exploitant kunnen tonen en door de ambtenaren en aangestelden van het bestuur van waters en bossen.

— De populaties van bovengenoemde vogels worden gecontroleerd door de Bos-, Jacht- en Visserijdienst die zo nodig, aan de Executieve voorstelt, bepaalde delen van het grondgebied aan de vernietigingsmogelijkheden te onttrekken.

— De gemachtigde personen kunnen onder hun verantwoordelijkheid gebruiken

II. De voorlaatste alinea van § 1 van artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels wordt opgeheven.

Art. 4. De eerste alinea van paragraaf 1 van artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels wordt vervangen door volgende voorschriften :

§ 1. In afwijking van het bepaalde in artikel 5 is het geoorloofd, de vogels vermeld in de bijlagen 1 en 2 van dit besluit selectief en onder strict gecontroleerde omstandigheden, buiten de broedtijd en de verschillende voortplantingsfasen, in kleine hoeveelheden te vangen, te houden of te ruilen, evenals hun eieren, jongen en veren. »

Art. 5. Paragraaf 2 van artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels wordt geschrapt.

Art. 6. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels wordt vervangen door volgende voorschriften :

« Artikel 9. § 1. De Executieve mag omwille van volgende beweegredenen afwijken van de voorschriften van dit besluit :

- a) — in het belang van de volksgezondheid en openbare veiligheid;
- in het belang van de veiligheid van het luchtverkeer;
- ter voorkoming van belangrijke schade van gewassen, vee, bossen, visserij en wateren;
- ter bescherming van flora en fauna;
- b) — voor doeleinden in verband met onderzoek en onderwijs, het uitzetten en herinvoeren van soorten en voor de met deze doeleinden samenhangende teelt;
- c) — ten einde het vangen, het houden of elke andere wijze van verstandig gebruik van bepaalde vogels in kleine hoeveelheden selectief en onder strict gecontroleerde omstandigheden toe te staan.

§ 2. In de afwijkende bepalingen moet worden vermeld :

- voor welke soorten mag worden afgeweken;
- welke middelen, installaties of methoden voor het vangen of daden zijn toegestaan;
- onder welke voorwaarden met betrekking tot het risico en onder welke omstandigheden van tijd en plaats deze afwijkende maatregelen mogen worden genomen;
- welke autoriteit bevoegd is te verklaren dat aan die voorwaarden is voldaan, en te beslissen welke middelen, installaties of methoden mogen worden aangewend, binnen welke grenzen en door welke personen;
- welke controles zullen worden uitgevoerd.

§ 3. De Executieve mag eveneens tijdelijke en meer beperkende beschermingsmaatregelen nemen. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 17 september 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve

belast met de Nieuwe Technologieën, Buitenlandse Betrekkingen, Algemene Zaken en het Personeel,

A. WATHELET

De Minister van Leefmilieu en Landbouw van het Waalse Gewest,

D. DUCARME

F 88 — 97

17 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon octroyant à la S.A. Imperbel l'autorisation de déverser des déchets en Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, modifié le 23 décembre 1985;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne;

Vu la demande de dérogation à l'article 3 de l'arrêté précité introduite le 23 juin 1987 par la S.A. Imperbel, chaussée de Mons 32, à 1660 Beersel-Lot;

Vu l'article 4 de l'arrêté susmentionné;

Considérant qu'en vertu des prescriptions de l'autorisation d'exploitation du terrain de versage mentionné dans la demande de dérogation, celui-ci peut recevoir les déchets faisant l'objet de ladite demande;

Considérant que l'exploitant du terrain de versage dispose du personnel et d'engins de chantier en nombre suffisant pour prendre en charge des déchets;

Considérant que les déchets proviennent de communes flamandes proches de la Région wallonne, et qu'ainsi sont justifiées les circonstances graves et exceptionnelles;

Considérant qu'une dérogation peut être envisagée pour une période brève sans mettre en cause la planification de l'élimination des déchets en Région wallonne;

Vu l'avis de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;

Vu l'urgence;